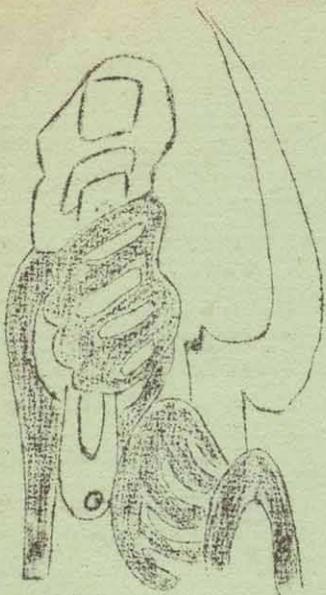


L'ETINCELLE



"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"
(KARL MARX)

SUPPLEMENT A "ROUGE" N°60
édité par la LIGUE COMMUNISTE
section française de la Quatrième Internationale
Directeur de publication: Jean-Pierre Beauvais.

=====

REMONTEE DES LUTTES ET RENFORCEMENT DE L'ETAT POLICIER

Après l'intense mobilisation ouvrière du dernier trimestre de 1969, et la relative accalmie des derniers mois, il semble qu'une nouvelle offensive contre le gouvernement bourgeois se prépare, à quelques semaines du deuxième anniversaire des luttes de mai 1968:

- le 13 avril, grève de la Fédération Cornec des parents d'élèves, qui recommande à ceux-ci de ne pas payer l'augmentation des frais de pension.
- grèves récentes aux PTT, dans le bâtiment et les travaux publics.
- dans la semaine du 20 au 25 avril, grèves du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, et du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur qui prévoient une rentrée d'octobre catastrophique dans l'Education Nationale, accompagnées de grèves dans la fonction publique.
- à partir du 27 avril, semaine d'action revendicative de la CGT.
- organisation de manifestations ouvrières le 1er mai.
- rassemblement de la jeunesse CGT à Paris les 7, 8, et 9 mai.
- préparation des luttes du 3ème trimestre chez les étudiants et les lycéens, etc...

De plus, le mécontentement et l'agitation persistent chez les commerçants, artisans et paysans.

Mais parallèlement à ces luttes, qui d'ailleurs ne remettent pas en cause le régime toutes de la même manière, le renforcement de l'Etat policier s'accélère:

- interdiction des meetings publics pour la libération des soldats emprisonnés, comme portant atteinte au moral de l'Armée.
- inculpation, au bout de 2 mois et demi, de 3 militants ouvriers CGT à Vernon, qui doivent passer devant le tribunal d'Evreux le 30 avril, pour incitation de militaires à la désobéissance. (ils avaient collé en janvier des affiches du Comité national pour la libération des soldats emprisonnés).
- demandes d'information à la Cour de sûreté de l'Etat pour reconstitution de ligues dissoutes; (contre le PCMLF, l'AJS, et la Ligue Communiste).
- demande d'information pour atteinte au moral de l'Armée, contre la Ligue Communiste).
- projet de loi accepté le 8 avril par le conseil des ministres, pouvant rendre n'importe quel manifestant, ou n'importe qui appelant à une manifestation, responsable de n'importe quoi.
- création d'un corps spécial de police dans l'Université, composé de 300 hommes (en majorité ex-CRS), VERITABLE POLICE POLITIQUE.

A quand une police spéciale dans les usines? Pour l'instant, le gouvernement se contente de faire intervenir les forces de l'ordre habituelles, comme à l'usine Vallourec (Aulnoye) le 15 avril, pour briser un piquet de grève sequestrant des représentants de la direction.

Contre la répression qui menace les libertés les plus élémentaires, (d'expression, d'affichage, de réunion, de manifestation, etc...), pour la satisfaction des revendications des travailleurs, le 1er Mai 1970 doit être une journée de luttes et de mobilisation générale:

NON A LA NOUVELLE SOCIETE POLICIERE!

GOVERNEMENT DES TRAVAILLEURS!

+++++

ON N'ARRETE PAS LE PROGRES
(DES PRIX).

Le mois dernier, le restaurant de la Bourgogne Electronique a été doté de deux belles machines à calculer toutes neuves, qui valent à peu près 1 million (ancien) chacune.

Jusqu'alors, les usagers disposaient de cartes fonctionnant avec un système de points, chaque point représentant 0,25F. Chacun contrôlait lui-même le prix de ses repas, chaque plat étant comptabilisé en points.

Dorénavant, c'est la machine qui fait les soustractions... en francs, et non plus en points. Ce qui a permis d'augmenter la plupart des plats un gâteau passant par exemple de un point (0,25F) à 0,35F.

Cette opération a provoqué un juste mécontentement parmi les travailleurs, dont 2 ou 300 boycottèrent le restaurant pendant deux jours, à la suite de quoi certains prix ont été abaissés, mais sans être ramenés à leur montant précédent.

Si les patrons trouvent que les produits alimentaires ont augmenté, (ce qui est vrai!) qu'ils augmentent leur contribution aux frais du restaurant. Ou alors qu'ils augmentent les salaires dans la même proportion que le prix des repas.

NON A LA POLITIQUE D'AUSTERITE!

GREVE A L'ASSOCIATION POUR LA
FORMATION PROFESSIONELLE DES ADULTES

Les travailleurs de l'AFPA se sont récemment mis en grève à 80%, devant les menaces du gouvernement, visant à supprimer une partie importante du personnel, et à diminuer les crédits. Cette grève s'est accompagnée de l'occupation des locaux, et de deux assemblées générales quotidiennes de tous les travailleurs.

Cette action leur a permis de faire reculer le gouvernement, mais pour combien de temps?

L'AFPA, créée en 1936 pour lutter contre le chômage, n'était pas un organisme idéal, puisqu'elle n'offrait même pas de garantie d'emploi, mais elle pouvait apporter un minimum de formation professionnelle.

Seul le contrôle ouvrier sur la formation professionnelle, des jeunes comme des adultes, permettra de faire échec aux plans de la bourgeoisie, qui veut de plus en plus remettre à des organismes privés (sections conventionnées) le soin de cette formation, ceux-ci ayant pour but de former non des professionnels qualifiés, mais des exécutants de travaux qui n'existent en général que dans l'entreprise où s'effectuent les stages.

+++++

LE SERVICE MILITAIRE: AU SERVICE DU CAPITAL.

Pour assurer la distribution du courrier, Nixon a récemment dû ordonner à l'armée de "suppléer" aux postiers en grève. Les postiers étant fonctionnaires, cette grève était d'ailleurs, selon la loi de la bourgeoisie américaine, illégale.

Pendant les vacances de Pâques, des soldats du contingent ont dû également "remplacer" au Louvre des gardiens de musée qui étaient, eux aussi, en grève. A l'occasion des barrages dressés sur les routes il y a quelques temps par les routiers, des déviations furent mises en place avec le concours de l'armée.

En dehors du rôle de gendarme du capital que jouent les armées des pays impérialistes (guerres du Vietnam, d'Algérie, du Tchad, etc...) elles peuvent être également utilisées comme moyen de briser des grèves.

On envisage aussi, par le biais d'un projet de service civique féminin, de pallier aux insuffisances du capitalisme, dans l'Education Nationale,

par exemple, en utilisant des jeunes filles sous-qualifiées et sous-payées dans les écoles maternelles.

L'Armée n'est pas un corps "neutre", ses multiples interventions le prouvent. Mais l'Armée, c'est aussi le contingent: des jeunes, ouvriers, paysans, employés, étudiants, etc... Plusieurs d'entre eux ont été condamnés récemment (procès de Rennes et de Metz) parce qu'ils refusaient d'être enrégimentés dans une armée au service de la bourgeoisie.

Le Comité National pour la libération des soldats emprisonnés continue sa campagne. Il prendra en charge la défense des militants CGT inculpés à Vernon.

(adresse du Comité dijonnais: Mme Couhier, 30 rue Dr. Barbier, Dijon.)

+++++

GREVE A DIJON.

Aux laboratoires Delalande, (Quétigny), deux membres du comité d'établissement ayant quitté l'usine en mars, et de nouvelles élections devant être organisées, le directeur technique (CGC) du personnel "entretien", et une secrétaire (CGT) s'étaient présentés. Les deux candidats étant jugés trop "revendicatifs", la direction décide par une note de service que de nouvelles élections ne sont pas nécessaires... ce qui entraîne quelques remous, les deux candidats ayant été élus.

Le lundi 23 mars, le directeur technique reçoit une lettre de licenciement de la direction (qui supprime son poste, n'en voyant plus l'utilité) et trois mois de salaires, faisant office de préavis.

A 11 heures, le service entretien coupe eau, gaz, et électricité. A 11h30, le laboratoire de contrôle se joint aux premiers grévistes, à 13h, les 3/4 des ouvrières se joignent au mouvement. La grève est organisée par les délégués syndicaux CGT, CGC, et CFT.

Les revendications avancées sont: 1) augmentation générale des salaires - 2) sécurité de l'emploi - 3) suspension du licenciement arbitraire - 4) élections pour le comité d'établissement - 5) information objective du personnel - 6) paiement des heures de grève - 7) modification de la politique de la direction - 8) arbitrage de Mr. Michel Delalande.

Un comité de grève, comprenant des délégués syndicaux, et des membres élus, est formé. Après entretien avec la direction, celle-ci reste sur ses positions. Le mardi, le directeur de Courbevoie (siège des laboratoires Delalande) descend à Quétigny. Nouveaux entretiens, sans résultats. La grève continue. Le jeudi 26 mars, à 8h, rassemblement du personnel et de la direction, avec accord sur les points suivants:

- la direction accepte la dissolution du comité d'établissement (mis en place au début de la création de l'usine en l'absence de liste syndicale) et une nouvelle élection dans le mois qui suit.
- les 3 jours de grève seront rattrapés, et payés comme heures supplémentaires.
- la direction accorde 3% d'augmentation générale des salaires, sur la base du salaire de janvier 70 (depuis janvier, avec rappel en avril).
- réajustement et examen de cas particuliers (dans le labo de contrôle principalement).
- établissement de grilles de salaires, chaque poste ayant un salaire clairement déterminé.
- le cadre licencié n'est pas réintégré.
- le principe de la mensualisation est accepté, mais reste à mettre au point.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette grève? A l'occasion d'un licenciement, le personnel s'est mobilisé immédiatement, et le travail n'a été repris qu'avec la satisfaction de certaines revendications. Mais il y a aussi des aspects négatifs:

- la demande d'arbitrage du grand patron parisien, comme si celui-ci pouvait donner raison aux travailleurs, contre la direction dijonnaise, autrement que sous la pression d'une volonté déterminée de lutte; et de la grève.
- la non-réintégration du cadre licencié, dangereux précédent.
- l'organisation de la grève avec le "syndicat" jaune CFT, instrument du gouvernement et partisan de la collaboration des classes, quelles que soient les intentions du responsable CFT de Delalande.

Quant à l'augmentation des salaires, elle ne couvre évidemment pas, comme partout, la montée des prix qui fait des ravages depuis les accords de Grenelle de 1968. Aux laboratoires Delalande comme dans les autres secteurs de la production, public ou privé, les mots d'ordre de défense des intérêts des ouvriers sont les mêmes:

-augmentation générale des salaires, égale pour tous.

-échelle mobile des salaires, augmentant automatiquement avec l'ensemble des prix.

-non aux tentatives d'intégration des syndicats ouvriers dans la collaboration avec le système capitaliste.

-pour des syndicats ouvriers indépendants du patronat et de l'état, fonctionnant démocratiquement et organisant la lutte contre l'exploitation capitaliste.

-contrôle des ouvriers sur les licenciements et l'embauche, pour la défense de l'emploi et des avantages acquis.

+++++

ON N'EST JAMAIS SI BIEN EXPLOITE QUE PAR SOI-MEME.

Un questionnaire N°1, intitulé "opération productivité", a été distribué le 8 avril aux travailleurs des laboratoires Monod. Rédigé par une "commission information" et une "commission rémunération" (nommées ou élues par qui? composées de qui?) qui se sont parait-il réunies avec la direction, ce questionnaire demande tout simplement aux travailleurs:

"Etes-vous décidés à participer activement, personnellement, à notre "opération productivité"?"

Pourquoi cette question? Parce que dit-il, "la conjoncture qui s'impose à notre entreprise... est aggravée par l'augmentation des salaires consentie par la direction", qui est "dans une période particulièrement défavorable (saison creuse, augmentation des prix et des charges)". "Comment pensez-vous que nous puissions sortir de ce cercle vicieux", demande encore la direction, puisqu'en définitive c'est d'elle que provient ce questionnaire. Quant à elle, elle propose l'amélioration de la productivité sous deux formes, au choix:

"en cherchant à atteindre des objectifs avec moins de personnel" (ce qui veut dire: licenciements).

"ou avec réduction des horaires et maintien du salaire" (ce qui veut dire accélération des cadences). Il est permis de suggérer d'autres moyens.

La direction espère-t-elle donc que les travailleurs vont par exemple proposer de se transformer en esclaves pour améliorer ses profits, ou bien qu'ils vont désigner eux-mêmes ceux d'entre eux qui sont les moins productifs, et qui devront être licenciés les premiers? Les licenciements ont d'ailleurs déjà commencé, sous l'oeil bienveillant du crucifix que la direction n'a pas craint d'installer dans l'atelier.

Ce questionnaire, il fallait de plus le rendre le lendemain, ce qui laissait peu de temps aux travailleurs pour en parler entre eux, et avec son nom au bas de la réponse.

Au lieu de conseiller de jeter ce chiffon de papier, le responsable CGT de l'entreprise a cru bon de proposer d'y demander une réduction du temps de travail, pour le même salaire. Ne croit-il pas qu'il vaudrait mieux pour cela organiser des luttes, ce qui ferait prendre sa section syndicale un peu plus au sérieux par les travailleurs?

Nous n'avons pas à collaborer avec la direction, surtout lorsqu'il s'agit de renforcer l'exploitation de notre travail! Car c'est en définitive le seul but de cette "opération productivité!"

+++++

LISEZ " ROUGE " HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE -tous les lundis

Permanence tous les vendredis de 18h à 20h: Hotel des Sociétés

7 rue du Dr. Barbier, Dijon. 21